

9. Le combat pour les droits des femmes au Chili

Soutenir les travailleuses et promouvoir la participation politique des femmes



Le jour de la Fête du Travail, des travailleuses manifestent pour le respect de leurs droits

S'il est considéré comme l'un des pays les plus économiquement florissants d'Amérique latine, le Chili est toutefois marqué par d'importantes inégalités sociales. Les femmes actives dans l'agriculture et la pisciculture sont tout particulièrement marginalisées, travaillent souvent dans des conditions inacceptables, et n'ont que peu de possibilités pour faire face à l'exploitation ou influencer les décisions politiques. Cet article décrit les stratégies mises en place par Oxfam GB afin d'accroître le leadership et la participation des femmes dans les secteurs économiques et politiques. Il analyse les impacts de ces stratégies et expose les leçons retenues.

Contexte

Suite au coup d'État militaire de 1973, le Chili a subi la dictature militaire du général Augusto Pinochet jusqu'en 1990. La transition vers la démocratie s'est faite lentement, et de nombreux aspects du système légal, politique et économique n'ont été que partiellement réformés.

L'économie chilienne dépend des exportations réalisées par les industries minières, forestières, viticoles, de fruits et de saumon. Le gouvernement mène une politique agressive d'ouverture commerciale¹ et d'attraction des investisseurs étrangers dans les principaux secteurs d'exportation et dans le secteur des services. Les taux de pauvreté sont assez peu élevés, mais le Chili reste une société fortement inégalitaire, où le pouvoir se concentre entre les mains d'une petite élite. Les droits économiques et du travail y visent à accroître la croissance économique et la productivité, ainsi qu'à attirer et retenir les investissements étrangers.

Après avoir chuté pendant de nombreuses années, l'affiliation aux syndicats stagne aujourd'hui à un niveau assez bas. La société civile chilienne est fragmentée, et la participation est généralement très faible dans le système politique ainsi que dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et programmes sociaux et économiques. Les femmes, en particulier, ont traditionnellement eu des difficultés à entrer dans l'arène politique, cette dernière étant dominée par les intérêts des élites masculines. Par conséquent, les besoins des femmes n'ont pas été pris en compte ou mis à l'avant plan.

De nombreuses femmes font face à une série de problèmes liés aux injustices de genre : la discrimination au sein de la main d'œuvre ; une division du marché du travail entraînant des conditions de travail plus précaires pour les femmes (en particulier pour le travail peu qualifié dans le secteur des services ou de l'exportation agricole) ; des taux élevés de violence domestique ; et la marginalisation dans les systèmes politiques et législatifs². Les femmes doivent porter de façon disproportionnée le fardeau du travail domestique non rémunéré, ce dont les employeurs ne tiennent pas compte. Ceux-ci ne prennent donc pas de mesures adéquates destinées à réduire la pression de ce double et injuste volume de travail sur les femmes. L'élection de Michelle Bachelet à la présidence en 2006 a toutefois ouvert de nouveaux espaces de participation politique. Son élection est un symbole puissant de la possibilité de changement au Chili. Bachelet est un modèle important pour les jeunes femmes qui désirent accéder à des positions de leadership. Femme, séparée, mère célibataire, Bachelet a souffert de l'emprisonnement et de la torture pendant la dictature. Bien qu'elle soit issue de la coalition politique au pouvoir depuis la transition vers la démocratie, elle a en partie basé sa campagne sur le fait qu'elle était plus éloignée des élites politiques traditionnelles que d'autres candidats, et a promis d'accorder davantage d'attention aux problèmes des Chiliennes. Son

gouvernement a en grande partie poursuivi les politiques économiques précédentes mais a accru ses dépenses sociales. En tant que candidate, elle a explicitement mené campagne sur l'égalité hommes-femmes et la justice ; élue présidente, elle a mis en place des mesures importantes en ce sens. Son gouvernement a par exemple accru l'aide à la garde d'enfants pour les mères qui travaillent et qui touchent de faibles revenus. Il a aussi introduit des réformes dans le cadre des pensions afin d'assurer une pension de base pour tous les travailleurs à faibles revenus (en partie suite au travail de conscientisation entrepris par le partenaire d'Oxfam GB, ANAMURI, détaillé ci-dessous). Cette mesure bénéficiera en particulier aux travailleuses pauvres qui, pour la plupart, étaient exclues des anciens systèmes de pension. De plus, le gouvernement a pris des mesures destinées à réduire les taux élevés de violence domestique contre les femmes et à accroître la protection des droits sexuels et reproductifs grâce à l'amélioration de l'accès à la contraception, y compris à la contraception d'urgence.

Grâce notamment au travail de plaidoyer mené par Humanas, partenaire d'Oxfam GB, le gouvernement Bachelet a soumis au congrès un projet de loi visant à établir un quota minimum de 30% de candidats de chaque sexe sur les listes électorales pour le congrès et le sénat ; le premier cabinet de Bachelet comptait d'ailleurs un nombre égal de femmes et d'hommes ministres.

Le programme d'Oxfam GB au Chili

Oxfam GB travaille au Chili depuis les années 1960. En 2000, le travail d'Oxfam GB au Chili est passé d'un soutien institutionnel d'actions locales à une approche plus ciblée et stratégique destinée à apporter des changements par du plaidoyer et des campagnes. Le principal objectif de ce travail porte sur la justice de genre et, dans ce but, Oxfam GB a tenté de créer des alliances au-delà des clivages politiques et idéologiques, d'intégrer la justice de genre dans des agendas plus larges, et de mettre en relation le travail au niveau national, régional et mondial.

À l'heure actuelle, Oxfam GB dispose d'une double stratégie de justice de genre au Chili et en l'Amérique latine. Cette stratégie se base sur :

- 1 L'accroissement du leadership et de la participation des travailleuses qui subissent des conditions de travail précaires dans le secteur agricole, ainsi que l'encouragement du respect de leurs droits du travail ;
- 2 L'accroissement du leadership et de la participation des travailleuses dans les politiques et les prises de décisions au Chili, et plus généralement en Amérique latine.

Les stratégies se complètent et se soutiennent mutuellement. D'une part, Oxfam GB soutient des femmes parmi les plus marginalisées au

Chili – des femmes qui travaillent en tant que saisonnières dans l’agriculture et l’industrie du saumon – afin d’obtenir de meilleures conditions de travail. D’autre part, Oxfam GB apporte un soutien aux organisations de femmes qui œuvrent au changement des systèmes politiques afin d’accroître la participation des femmes dans les prises de décisions et d’encourager les législateurs et les gouvernements à améliorer la protection des droits des femmes sur les lieux de travail et en dehors de ceux-ci. La première stratégie fournit des informations précieuses en matière de conditions de travail dans ces secteurs. Ces informations sont ensuite utilisées pour élaborer des projets de lois et mener des activités de plaidoyer dans le cadre de la seconde stratégie. Celle-ci a un impact positif sur toutes les femmes, en particulier sur les plus marginalisées car se sont celles qui bénéficient le plus de l’amélioration des réglementations de travail et de la fourniture de l’aide sociale. Ce travail permet également d’améliorer la protection des droits des femmes et de créer de nouveaux espaces de participation dans les prises de décisions, deux ressources clés qui peuvent être utilisées par les femmes marginalisées afin d’améliorer leurs conditions de vie et de combattre l’inégalité entre les sexes.

Le programme axé sur les droits du travail et le leadership économique des femmes est mis en œuvre dans les régions du centre et du sud du Chili – et dans des zones spécifiques d’autres pays d’Amérique du Sud – où se concentrent les industries exportatrices de fruits, de légumes, de fleurs et de poisson. Le programme axé sur la participation politique et le leadership est mis en œuvre au niveau du gouvernement, des systèmes légaux et des organisations au niveau national et régional.

Stratégie 1 : Défendre les droits des femmes et promouvoir leur leadership dans les secteurs de l’agriculture et de la pisciculture

Contexte et défis

Ces dernières années, une croissance considérable a été observée dans les industries d’exportation de produits agricoles et de saumons. De nombreuses femmes ont d’ailleurs rejoint la main d’œuvre de ces secteurs. Les femmes qui travaillent dans les secteurs de l’exportation agricole au Chili et en Amérique du Sud sont généralement employées de manière informelle et en tant que saisonnières. Elles ne disposent souvent pas de contrats et sont employées à la journée via des intermédiaires occasionnels travaillant pour des fermiers qui vendent aux grosses entreprises agro-exportatrices. Les conditions de travail sont souvent mauvaises : les travailleurs sont insuffisamment protégés contre le soleil, les pesticides et d’autres produits chimiques utilisés dans le travail agricole ; ils sont poussés à travailler plus longtemps que les limites légales mais ne sont pas payés pour les heures supplémentaires ; ils ne disposent pas de pauses suffisamment

longues pour manger ou aller à la toilette ; ils n'ont pas accès à des gardes d'enfants adéquates et n'ont qu'un accès limité – voire inexistant – aux soins de santé de l'État et aux systèmes de pensions. Pour une même activité, les conditions de travail des femmes sont généralement pires que celles des hommes, et la division du travail les cantonne dans des activités plus mécaniques ou peu rémunérées. Les travailleuses agricoles proviennent souvent de zones rurales. Certaines doivent quitter leur foyer pendant des semaines ou des mois pour partir travailler pendant la saison spécifique d'un fruit ou d'un légume ou pour voyager d'un endroit à un autre afin de trouver du travail. La contribution de ces femmes au succès des industries et les conditions dans lesquelles elles travaillent ne sont presque pas reconnus au sein de la population.

Au Chili, ces travailleurs informels ne sont pas représentés par un syndicat. La législation chilienne ne leur permet en effet pas de former des syndicats puisqu'ils ne travaillent pas pour un employeur. Toute tentative de s'organiser ou de faire part de leurs exigences afin d'améliorer leurs conditions mène à l'établissement de listes noires par les intermédiaires et à la perte de leur travail. En outre, les syndicats traditionnels et les organisations de travailleurs ont généralement ignoré la situation des saisonnières car le caractère temporaire, saisonnier et informel de ce travail rend difficile toute structuration. La seule exception concerne le secteur du saumon, où les syndicats agissent dans une vision plus traditionnelle.

En réponse à cela, de nombreux petits groupes de travailleuses agricoles et de petites productrices ont fait surface au Chili, et font désormais partie d'un réseau national nommé Asociación Nacional de Mujeres Rurales e Indígenas (Association nationale des femmes rurales et indigènes), ou ANAMURI.

Les activités du programme et ses impacts

Oxfam GB a soutenu des activités spécifiques du réseau ANAMURI liées à l'organisation, au travail de lobby, à la récolte de fonds, à l'obtention d'aide technique via les ONG partenaires, à la construction d'alliances avec les organisations de la société civile et avec les travailleuses agricoles d'autres pays. Au Chili, ces activités ont été couronnées de succès. Les femmes actives au sein du réseau ANAMURI ont réussi à sensibiliser le public et les politiques sur leur existence et leurs conditions de travail précaires, collectant et rendant public des informations obtenues via le réseau de membres. Elles sont parvenues à placer leurs exigences à l'agenda public et à négocier avec les ministères de la santé, du travail, de l'agriculture, et des femmes ; tous reconnaissent à présent leur organisation comme un interlocuteur valide³. Les membres d'ANAMURI ont par exemple joué un rôle clé dans la mise en lumière du grand nombre de travailleurs non couverts par le système actuel des pensions. La conscientisation et les ressources techniques fournies en 2006 par ANAMURI à la Commission sur la réforme des pensions ont aidé à façonner la nouvelle loi sur les pensions (actuellement examinée au

congrès) établissant une pension minimum pour les Chiliens pauvres⁴, qu'ils aient ou non réussi à épargner suffisamment d'argent sur leur compte-pension. Pour la première fois, de nombreuses travailleuses sous-traitées et à faibles revenus auront donc accès à une pension de base, y compris celles travaillant dans l'agriculture, le commerce et les services. Dans le même ordre d'idées, ANAMURI a mis en lumière l'impact négatif de la sous-traitance sur les conditions de travail. Grâce entre autres à ce plaidoyer, cette pratique est désormais davantage réglementée. Les entreprises qui recourent à des travailleurs sous-traités ont à présent des obligations légales à leur encontre (en termes de santé et de sécurité, et de contribution à la sécurité sociale), même s'il n'existe aucune relation contractuelle directe. Les membres d'ANAMURI ont également participé à des réseaux et des discussions au niveau provincial, régional et international.

Dans d'autres pays (Équateur, Bolivie, Colombie, Pérou), la formation d'un réseau de travailleuses agricoles saisonnières aussi vaste et fructueux qu'au Chili s'est révélée plus difficile. Cependant, il existe certaines indications montrant que les travailleuses agricoles saisonnières commencent à s'organiser. Au Pérou, par exemple, l'organisation Aurora Vivar a tenté de coordonner un réseau similaire à celui d'ANAMURI.

Oxfam GB a également encouragé et soutenu les « observatoires » du travail et de l'environnement. Ceux-ci rassemblent diverses organisations de travailleurs et ONG spécialisées sur les droits du travail ou sur l'environnement dans une région particulière afin d'analyser les conditions de travail et les impacts environnementaux de certaines industries (dans ce cas, les industries exportatrices de fruits et de saumons), et de sensibiliser l'opinion à travers les médias et d'autres activités de communication. Les observatoires offrent également des opportunités de lobbying et de plaidoyer auprès du congrès et des commissions spéciales du gouvernement afin d'améliorer les conditions de travail, de réduire l'impact environnemental de ces industries, et de permettre le dialogue entre les travailleurs, les communautés locales, les autorités provinciales, locales et les entreprises. Le plaidoyer, la conscientisation et le dialogue se sont concentrés sur des problèmes tels que : la mauvaise application de normes de sécurité, menant à des taux d'accidents et de mortalité supérieurs à la moyenne, en particulier parmi les travailleurs sous-traités ; le fait de forcer les travailleurs à prêter plus d'heures que le nombre autorisé par jour ; la poursuite d'activités lorsque les autorités portuaires ont donné l'ordre de les interrompre (dans le cas de l'industrie du saumon) ; le harcèlement et la discrimination à l'encontre des femmes, en particulier des femmes enceintes et des mères travailleuses ; la non fourniture de services de garde d'enfants lorsque cela est légalement requis ; les pratiques anti-syndicales. Oxfam GB a également appuyé les stratégies médias et de communication des observatoires, et a apporté un soutien aux

campagnes : ces dernières sont généralement un point faible des organisations qui travaillent dans ce contexte.

Oxfam GB soutient aussi le développement d'un réseau régional (andin) d'organisations de travailleurs de l'agro-exportation afin de promouvoir et défendre les droits du travail dans ce secteur. Oxfam GB a aussi apporté son appui aux organisations de femmes qui ont instauré (au Chili et dans d'autres pays d'Amérique du Sud) des tribunaux publics mettant en lumière les violations flagrantes des droits économiques, sociaux et culturels. Ces tribunaux publics ont attiré l'attention des médias et accru la conscientisation du public, mais ils ont aussi entraîné de véritables poursuites judiciaires dans plusieurs pays, récoltant même certains succès. Parmi ceux-ci, notons par exemple l'amélioration de la protection des travailleuses agricoles face aux pesticides utilisés dans l'industrie agro-exportatrice du Chili.

Les leçons

Dans un contexte comme celui de l'industrie agro-exportatrice au Chili, où les syndicats sont faibles, inexistants ou ne fournissent pas de soutien adéquat au nombre croissant de travailleuses, il est important pour les organisations luttant en faveur des droits des femmes de soutenir des formes nouvelles et alternatives d'organisation des travailleurs, en ce compris des organisations de travailleuses telles qu'ANAMURI. Tout comme les syndicats, ces organisations de travailleurs peuvent souvent s'avérer traditionnelles dans leurs structures hiérarchiques. C'est pourquoi Oxfam GB a encouragé des approches plus participatives pour le leadership, entre autres à travers le soutien de congrès annuels. Cependant, dans ce contexte, l'étendue du soutien au changement des méthodes de travail est déterminée par la nature du soutien d'Oxfam GB à ANAMURI, qui se limite au soutien d'activités spécifiques et à la facilitation de relations avec d'autres organisations.

Dans l'industrie du saumon, le travail est par nature moins saisonnier, ce qui permet aux syndicats formels et aux ONG d'agir en faveur des travailleurs. Oxfam GB a tenté de promouvoir le leadership et la participation des femmes dans les organisations de travailleurs et les syndicats mixtes à travers l'observatoire du travail et de l'environnement de l'île de Chiloé. Cela s'est avéré être un vrai défi. En décembre 2006, Oxfam GB a soutenu l'élection d'une jeune travailleuse à la tête d'une grande confédération de syndicats ; en juin 2007, cette travailleuse dut démissionner à cause de la surcharge de travail et du manque de soutien dont elle bénéficiait. Cela indique combien le soutien et la formation continue sont nécessaires pour les femmes qui sont élues à des positions de leadership dans des environnements dominés par les hommes. En conséquence, Oxfam GB offre donc un soutien et une formation aux travailleuses de l'industrie du saumon afin de promouvoir leurs compétences de leadership, renforcer l'incorporation d'une perspective de genre dans leur travail, et leur permettre d'identifier et de rendre visibles les besoins et les droits des travailleuses. Oxfam GB reconnaît que le

travail doit être exécuté en collaboration avec les leaders syndicaux masculins afin qu'ils soient prêts à collaborer avec leurs homologues féminins et que celles-ci soient en mesure de participer pleinement aux négociations collectives et aux autres processus décisionnels.

Le travail mené au niveau local et régional à travers les observatoires a permis de former des alliances entre différentes organisations dans des industries spécifiques et autour de problèmes spécifiques (les conditions de travail, les impacts environnementaux). Les observatoires ont eu un impact sur certains processus aux niveaux local et provincial (p.ex. des processus spécifiques de négociation collective), et ont permis la création d'espaces de dialogue entre les autorités locales et le secteur privé, auxquels les travailleuses ont également participé. De plus, ils ont réussi à obtenir une couverture médiatique et ont inscrit les problèmes à l'agenda public. Cependant, le travail des observatoires n'a pas encore mené au respect de la législation du travail ou à des améliorations vastes et durables des conditions de travail dans le secteur de l'agro-exportation. De plus, le maintien de relations de travail fonctionnelles entre les différents observatoires partenaires s'est avéré assez difficile.

En réponse à cela, une campagne sur les conditions de travail dans l'industrie du saumon sera mise en œuvre en 2008-2009. Cette campagne permettra de tester l'efficacité de la plateforme de l'observatoire au niveau national.

Stratégie 2 : Accroître le leadership et la participation des femmes en politique et dans la prise de décisions au Chili et en Amérique du Sud

Contexte et défis

Traditionnellement, les systèmes politiques et de gouvernance chiliens se caractérisent par une participation limitée des citoyens. Les décisions politiques sont souvent prises en fonction des intérêts des élites, et les politiques sociales qui ciblent les catégories pauvres et/ou exclues de la population ne sont généralement pas élaborées et mises en œuvre avec la participation de ces dernières. La dictature militaire a laissé derrière elle un système électoral et représentatif qui induit et perpétue artificiellement l'existence de deux vastes coalitions. D'un côté, la coalition socialiste/chrétienne/libérale démocrate réunissant des partis au pouvoir depuis 17 ans (depuis la fin de la dictature). Cette coalition manque d'un projet politique unifié et souffre de positions très diverses entre ses différentes factions. Les partis ont maintenu les politiques économiques néolibérales établies pendant les années de dictature, en y ajoutant toutefois des mesures servant de filets de sécurité sociale. Si cela a permis de réduire la pauvreté, cela n'a par contre rien apporté en matière de réduction des fortes inégalités. De l'autre côté, on retrouve la coalition de droite – héritière politique de la dictature – formée de deux partis. Si l'un de ces partis bénéficie davantage d'un soutien

populaire, les deux jouissent d'un réel appui de la part de l'élite économique et politique conservatrice. Avec le système électoral hérité de la dictature de Pinochet, la coalition d'opposition est surreprésentée au congrès et au sénat. Quinze pour cent des représentants de la chambre basse du congrès sont des femmes, la chambre haute ne comptant pour sa part que 5% de femmes.

Les études sur les femmes chiliennes menées en 2006 et 2007 – soutenues par Oxfam GB – indiquent un niveau peu élevé d'engagement politique des femmes : 52% des femmes interrogées ne s'identifiaient à aucun parti politique, et 63% n'étaient pas intéressées à connaître le travail de leur représentant(e) au congrès. Sur les 37% de femmes ayant déclaré s'intéresser au travail de leur représentant, environ un quart (23%) se sont lancées aux côtés de leur représentant d'une façon ou d'une autre. Les femmes interrogées avaient des idées claires en ce qui concerne le besoin urgent de réformer certaines législations, comme celles liées aux pensions alimentaires pour les enfants dont les pères sont absents, au manque de services de garde d'enfants proposés aux parents qui travaillent, ou au besoin d'introduire un mécanisme qui garantisse l'égalité d'accès des femmes et des hommes aux positions élues – des questions qui ont été prises en compte par le gouvernement de Bachelet et qui étaient intégrées à sa campagne. Pour plus de la moitié des femmes interrogées, aucune coalition ne promeut suffisamment leurs intérêts en tant que femmes, bien que la coalition au pouvoir obtienne de meilleurs résultats et que Michelle Bachelet marque des points de par sa préoccupation à ce niveau⁵. Ceci étant dit, plus de 80% des femmes interrogées ont indiqué que l'élection de Michelle Bachelet n'avait pas accru leur intérêt pour la politique, bien que 64% des femmes espèrent qu'à la fin de sa présidence, leurs droits seront mieux protégés.

Les enquêtes demandaient également aux femmes ce qu'elles pensaient être les principaux obstacles féminins en matière d'occupation de positions de leadership. Dans l'étude de 2007, 70% des femmes interrogées ont désigné le manque de respect envers leurs décisions comme étant la principale difficulté à laquelle font face les décideuses, cette situation résultant du stéréotype selon lequel les décisions devraient être prises par les hommes. Un an avant, les femmes interrogées avaient identifié le fait de se montrer plus entreprenantes que les hommes (36%), d'avoir plus d'obligations ménagères (29%) et de faire face à la discrimination au sein des partis politiques (20%) comme étant les principaux obstacles. Selon plus de 80% des femmes interrogées, des lois devraient être adoptées afin d'établir une parité entre le nombre d'hommes et de femmes occupant des postes décisionnels au congrès, au sénat, dans le système judiciaire, dans les ministères, dans les gouvernements provinciaux, dans l'armée et dans les administrations publiques⁶.

Parmi les problèmes spécifiques auxquels Oxfam GB a été confrontée dans le cadre de son travail, relevons le manque de communication

entre les organisations de femmes et les autres organisations de société civile, ainsi que le peu de priorité (en dépit du leadership de Michelle Bachelet) accordée par le gouvernement, le secteur privé et la société civile aux problèmes considérés comme prioritaires par les femmes.

Activités du programme et impact

A travers la mise sur pied d'un « observatoire parlementaire », Oxfam GB a initié la création d'une coalition d'organisations chiliennes (bénéficiant d'un soutien continu d'Oxfam GB) comprenant des organisations féministes, des universitaires, et des ONG spécialisées sur la gouvernance. Cet observatoire surveille le travail du congrès et du sénat, fait pression pour améliorer les projets de lois et encourage leur approbation afin d'avoir un impact direct et positif sur la participation des femmes et sur la protection de leurs droits à tous les niveaux de la société. L'observatoire a travaillé sur plusieurs projets de lois, y compris un visant à établir des quotas minimaux pour les deux sexes sur les listes électorales (actuellement en discussion au congrès), un autre réprimant les attitudes discriminatoires et un projet de loi relatif à la ratification par le Chili du Traité de Rome de la Cour Pénale Internationale⁷. D'autres projets de lois portent sur une transparence et une redevabilité accrue du gouvernement, ainsi que sur la mise en place d'un institut de droits de l'homme.

L'observatoire parlementaire était l'une des premières initiatives unifiées de la société civile cherchant à analyser avec minutie le travail du congrès et du sénat, et à attirer l'attention sur leur méthode de travail fermée et non transparente. L'initiative fut un succès à ce niveau. Elle a aussi réussi à mettre en lumière le manque de priorité accordée par les législateurs et le gouvernement aux projets de lois ayant un impact sur les droits des femmes et leur participation politique. La plateforme de l'observatoire a su réunir une série d'acteurs et d'organisations actifs sur la gouvernance, les droits et la participation politique des femmes, et est parvenue à renforcer l'importance de la participation politique des femmes dans l'agenda de la société civile. Enfin, l'observatoire a également fait pression afin d'améliorer les projets de lois et d'accélérer ou d'accroître leur probabilité d'approbation.

Dans la région, Oxfam GB a également soutenu une série d'organisations - travaillant au niveau national et régional - dont l'objectif est d'accroître la participation politique des femmes. Ainsi, un soutien a été fourni à plusieurs organisations afin de récolter l'avis des femmes sur les systèmes politiques et le niveau de discrimination dans leurs pays respectifs (Argentine, Bolivie, Chili, Équateur), et d'organiser ensuite un séminaire régional destiné à comparer les résultats. Ceux-ci ont permis d'attirer l'attention sur les opinions des femmes et sur leur exclusion des politiques et des processus décisionnels. Des organisations de femmes ont utilisé ces résultats pour encourager la réforme des systèmes politiques (afin d'assurer ou

d'encourager une plus grande participation des femmes) et pour mettre en place des mesures spécifiques destinées à combattre la discrimination et la violence à l'encontre des femmes. Les résultats ont également aidé les organisations de femmes à concevoir des plans stratégiques destinés à assurer le suivi des résultats des études et de mener un plaidoyer pour le respect des droits économiques, sociaux et culturels des femmes dans chaque pays et dans la région.

Au Chili, Oxfam GB a accordé un soutien décisif à une alliance d'ONG faisant pression au niveau régional pour accroître la participation des femmes porteuses d'une perspective de genre progressiste au sein des organisations régionales telles que l'Organisation des États américains (OAS), le MERCOSUR⁸ ou la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Le plaidoyer auprès de l'OAS visait notamment à ce que les nouveaux juges nommés à la Cour interaméricaine des droits de l'homme aient une bonne compréhension des droits spécifiques des femmes. Oxfam GB a également soutenu des organisations régionales de femmes afin de faire pression sur les institutions régionales intergouvernementales. L'objectif était ici de souligner les principaux problèmes régionaux auxquels sont confrontés des groupes spécifiques de femmes comme les travailleuses migrantes et les domestiques (dont bon nombre sont des travailleuses migrantes).

Les leçons

Les principales forces de l'observatoire parlementaire furent de : rassembler une série d'organisations de divers horizons politiques ; de parvenir à accroître l'importance des droits des femmes dans les agendas des organisations n'ayant pas de perspective de genre (p.ex. les ONG actives sur la gouvernance) ; et de mener un important travail de plaidoyer et de défense de projets de lois au sein du Parlement. Cependant, il a parfois été difficile pour les personnes impliquées dans l'observatoire de maintenir l'intérêt d'une plateforme commune plutôt que de poursuivre des intérêts institutionnels individuels. L'observatoire a remporté des succès au niveau du plaidoyer sur des projets de lois (p.ex. des quotas hommes-femmes sur les listes électorales), et a eu un certain succès au niveau médiatique et de conscientisation du public. A travers ses activités et son soutien aux changements légaux destinés à accroître la transparence et la participation des femmes en politique, il est également parvenu à créer de nouveaux espaces de participation pouvant, en retour, être utilisés pour améliorer la protection des droits des femmes (par exemple, le travail en matière de droits du travail et la protection sociale des travailleuses à faibles revenus). Le succès limité dans la conscientisation du public est caractéristique d'un travail de plaidoyer mené dans un système politique fermé : en augmentant la transparence et les mécanismes formels et informels de participation, l'observatoire vise à accroître l'intérêt du grand public, et des femmes en particulier, pour le travail d'un Parlement surveillé par l'observatoire.

L'autre travail régional – qui inclut les enquêtes et le travail de plaidoyer au niveau régional – est parvenu à atteindre ses objectifs : la prise de conscience des gouvernements et des organisations régionales, le plaidoyer pour des mesures légales et administratives qui facilitent une participation accrue des femmes, et l'encouragement, indirect, à changer les attitudes négatives des hommes et des femmes vis-à-vis de la participation politique et du leadership des femmes. Ce travail régional est également parvenu à bâtir des alliances plus solides entre des organisations de différents pays de la région.

Enseignements clés

Les deux stratégies décrites ci-dessus se soutiennent l'une l'autre. Le travail en matière de droits du travail a mis en lumière la situation des travailleuses dans les industries d'exportations agricoles saisonnières : l'information obtenue à partir des travailleuses sur leurs conditions de travail a été utilisée afin d'alimenter les stratégies de lobbying sur des projets de lois ayant un impact sur les droits du travail (p.ex. la réforme des pensions). La conscientisation quant à l'utilisation abusive de pesticides sans mesures de sécurité adéquates a mené à des réglementations plus strictes en matière de protection des travailleurs (surtout des femmes). De la même manière, le travail au niveau des droits du travail dans l'industrie du saumon est devenu un problème politique. Les représentants des travailleurs se sont rendus au Parlement pour participer à une commission sur l'impact social et environnemental de l'industrie (à laquelle ont participé les travailleuses). Ceci fut en partie rendu possible grâce au renforcement des capacités de leadership découlant de la participation à l'observatoire ainsi que d'autres activités de formation. Le potentiel existe pour accroître cette sorte d'imbrication dans le futur, en s'assurant par exemple que le travail politique et de plaidoyer au niveau provincial et local soit alimenté par un travail local sur les droits du travail mené par les observatoires du travail. Une autre stratégie sera d'encourager la participation des travailleuses marginalisées dans les débats politiques régionaux relatifs aux lois qui les affectent.

Un des enseignements clés qu'Oxfam GB a tiré de son travail sur la participation et le leadership des femmes au Chili est qu'il est nécessaire de mener plusieurs stratégies pour obtenir des améliorations concrètes dans la vie des femmes. Le travail d'amélioration des conditions de travail a un impact direct et positif sur la vie de certaines femmes parmi les plus marginalisées d'Amérique du Sud. Mais toute amélioration durable nécessite de changer les systèmes politiques et les cultures pour permettre un accroissement de la participation des femmes. Le travail de surveillance et de plaidoyer mené par les organisations et les alliances de femmes est un élément clé de cet effort. D'un autre côté, le travail politique et de plaidoyer est plus légitime s'il se base sur les besoins

des femmes pauvres et exclues, comme ces femmes l'ont d'ailleurs elles-mêmes reconnu. Ces stratégies se complètent l'une l'autre afin d'atteindre leur objectif commun.

Le travail d'Oxfam GB au Chili a en outre montré que les activités menées aux niveaux national et régional se renforcent et se légitiment mutuellement, créant une plateforme plus efficace pour la mise en œuvre du travail de plaidoyer. Enfin, la création d'alliances entre des alliés non traditionnels (dont les organisations des femmes et d'autres organisations de la société civile) est un facteur clé afin d'obtenir des changements politiques positifs pour la participation des femmes et la protection de leurs droits dans un environnement fragmenté. Mais il faut rester attentif à la fragilité de telles alliances et faire des efforts sont donc requis les maintenir en place.

Notes

¹ Le Chili est le pays ayant signé le plus grand nombre d'accords de libre-échange dans le monde.

² Selon des études menées en 2006 et 2007 par Humanas (le partenaire d'Oxfam GB), la grande majorité (88%) des femmes interrogées considéraient que les femmes étaient discriminées au Chili, et que la discrimination était particulièrement frappante dans le cadre du travail, de la sexualité, de l'accès à la justice, de la politique, des médias et de la vie de famille ; plus de 60% de toutes les femmes interrogées ont déclaré qu'elles souffraient de cette discrimination dans leur vie de tous les jours. La grande majorité (95%) des femmes interrogées a indiqué que la violence de leur partenaire à leur encontre était fréquente, voire très fréquente, et 64% ont identifié la violence à l'encontre des femmes comme une extension de la société machiste chilienne.

³ Au Chili, les membres d'ANAMURI ont participé aux institutions étatiques suivantes: le Conseil de l'Exportation Agricole et le Conseil des Zones Agricoles (Ministère de l'Agriculture), le Comité de Dialogue sur les Déterminants Sociaux de la Santé (Ministère de la Santé), le Conseil Public-Privé du Ministère du Travail, et la Table Ronde Nationale des Femmes Rurales (Ministère des Femmes).

⁴ Les pensions sont liées aux ressources et sujettes aux conditions de résidence. Si la pension minimum sera peu élevée (environ la moitié du salaire minimum), elle sera néanmoins très importante pour les personnes qui n'avaient pas accès à une pension avant cette réforme.

⁵ Dans les mêmes études, 63% des femmes étaient d'accord sur le fait que Bachelet est préoccupée, voire très préoccupée, par les problèmes auxquels font face les femmes. Les femmes interrogées lui font également confiance pour prendre des mesures concrètes destinées à améliorer l'accès à des méthodes de contraception (76%) et de promouvoir la participation égale des hommes et des femmes aux positions de pouvoir (72%) ; une mention moyenne lui est accordée au niveau de la promotion d'une répartition égale des tâches ménagères entre hommes et femmes (55%), ainsi que de salaires égaux entre hommes et femmes (54%).

⁶ S'il est approuvé par le Parlement, le récent projet de loi sur les quotas de genre sur les listes électorales devrait répondre en partie à cela.

⁷ Il s'agit du premier instrument légal considérant la violence sexuelle et la violence de genre comme des crimes contre l'humanité. Cela est particulièrement important au Chili, au vu des violations des droits de l'homme – dont la violence sexuelle et la torture – perpétrées pendant la dictature.

⁸ Le MERCOSUR, ou *Mercado Común del Sur*, est une communauté régionale d'intégration des marchés formée en 1985. À l'heure actuelle, les membres sont l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay et le Brésil. Le Venezuela est en processus d'adhésion. La Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Équateur et le Pérou sont des « États associés », et le Mexique et le Nicaragua ont un statut d'observateurs.

Photo de couverture : Cristián Iglesias

© Oxfam GB, Juin 2008

Cet article a été rédigé par Michael van Gelderen. Il voudrait remercier Cecilia Millan pour ses contributions. Ce document fait partie d'un recueil de textes d'information et de contribution au débat public sur les problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires. Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source.

Pour toute information supplémentaire, veuillez envoyer un courriel à publish@oxfam.org.uk

Online ISBN 978-1-84814-010-3. Cet article fait partie d'une série intitulée **Agir pour le leadership et la participation des femmes**, qui peut être achetée auprès d'Oxfam Publishing - www.oxfam.org.uk/publications.

Cet article est également disponible en anglais et en espagnol.

Oxfam GB

Oxfam est une organisation de développement, d'aide humanitaire et de campagne qui collabore avec des partenaires pour trouver des solutions durables à la pauvreté et à la souffrance dans le monde. Oxfam GB est membre d'Oxfam International.

Oxfam House
John Smith Drive
Cowley
Oxford
OX4 2JY

Tel : +44.(0)1865.473727
Courriel : enquiries@oxfam.org.uk
www.oxfam.org.uk